



À: COMMISSION-BASE PORT MÉTANIER «ÉNERGIE CACOUNA»
DE: GASTON HERVÉUX, L'ISLE-VERTE

- Démarches
- Contacts
- Curriculum vitae
- Suivi
- Entrevue
- Possibilité d'emploi
- _____

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

COMPTE TENU QUE VOUS N'AUREZ PAS LE RAPPORT TERMOU
AVANT LA PRODUCTION DU RAPPORT D'AUDIENGE ET QUE
VOUS CONVIENDREZ QU'IL DEMEURE IMPÉRATIF QUE VOUS
AYEZ ACCÈS À DES DONNÉES NÉCESSAIRE À LA POURSUITE
DE L'ENQUÊTE QUE POURSUIT LA COMMISSION, JE VOUS

REMETS LES COORDONNÉES DE MONSIEUR FRÉDÉRIC GAUTHIER:

FRÉDÉRIC GAUTHIER @ EC. GC. CA
TEL. (514) 283-7309

POUR POUVOIR ACCÉDER À L'ATLAS RÉGIONALE DES ÉLÉMENTS
SENSIBLE (ARES) QUI COMPREND UN RÉPERTOIRE

230
Projet d'implantation du terminal
méthanier Energie Cacouna
Cacouna
6211-04-005

DC14



SOCIO-ÉCOLOGIQUE ET UNE BASE DE DONNÉES POUR
LES OFFICIERS D'URGENCE.

- Démarches
- Contacts
- Curriculum vitae
- Suivi
- Entrevue
- Possibilité d'emploi
- _____

MONSIEUR FRÉDÉRIC GAUTHIER EST SUR LE

PROGRAMME IRU - PLAN NATIONAL D'URGENCES

ENVIRONNEMENTAL - AUQUEL EST JOINT UNE TABLE

D'EXPERTISE POUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

SUR LES URGENCES ENVIRONNEMENTALES.

DE PLUS, VOUS POURREZ ACCÉDER À DES BASES

DE DONNÉES AUXQUELLES LE PUBLIC N'A PAS ACCÈS.

VOUS POURREZ PRENDRE CONNAISSANCE D'UN ENSEMBLE

DE CARTES MONTRANT UN INVENTAIRE DE LIEUX À

PRIORISER SELON LES TYPES D'URGENCES ET UNE
LISTE

DES PERSONNES CONTACT RELIÉES À CHA-

CUN DES SITES IDENTIFIÉ, AVEC UN TABLEAU DE

SYMBOLISATION DES LIEUX SÉLECTIONNÉS.

LE TOUT À VOTRE CONVENANCE!

P.S. VOUEZ-VOUS ÉGALEMENT PRENDRE CONTACT

AVEC LE SERVICE DE LA BATIMÉTRIE FÉDÉRAL,

POUR LES PARTICULARITÉS DE NAVIGATION DES

MÉTHANIERS SUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT, LES

CONSEQUENCES SUR LE DRAGAGE, LE FAIT DE L'ÉPREUVE

PERMANENT) BRISE-GLACE
(PÊCHE & OcéAN)

GASTON HERVÉUX, RECHERCHE/
INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE

- Démarches
- Contacts
- Curriculum vitae
- Suivi
- Entrevue
- Possibilité d'emploi
- _____

Table d'expertise Environnement Canada

MISSION de la table d'expertise

A La mission de la table d'expertise est de fournir au commandement local d'une urgence, des conseils scientifiques et techniques sur les priorités environnementales.

Pour répondre à cette mission, les experts ont pour tâche de mettre en commun leurs connaissances, d'identifier les enjeux environnementaux reliés à l'incident, de partager les avis scientifiques et techniques émanant de leur organisme respectif et d'établir un consensus quant aux écosystèmes à protéger et aux interventions à mettre en priorité. Le commandement local reçoit ainsi, de la table d'expertise **une seule réponse concertée** concernant la stratégie de mise en oeuvre des opérations visant à protéger la santé du public, l'environnement et les biens; une réponse d'autant plus efficace que les experts en la matière se sont entendus au sein d'une même équipe.

ORGANIGRAMME

Parmi toutes les composantes nécessaires au processus d'intervention entourant une urgence, la table d'expertise scientifique tient lieu de structure ad hoc sur le site. L'organigramme indique la place occupée par la table d'expertise et identifie des intervenants pouvant être appelés à y participer.

À CHAQUE ÉVÈNEMENT ! UNE NOUVELLE TABLE...

Chaque table d'expertise mise en place est unique. Sa mission demeure toujours la même mais les organismes et les individus qui la composent changent selon la nature de la situation et la région touchée. Quant à sa taille, elle varie selon la complexité de la situation.

COORDINATION ET MODE DE FONCTIONNEMENT

La responsabilité de mobiliser la table d'expertise scientifique appartient aux deux ministères de l'environnement (fédéral et provincial). Par exemple, lors d'une urgence environnementale, la coordination des activités de la table d'expertise est assumée par Environnement Canada ou par le ministère de l'environnement et de la faune du Québec. Au cours de l'intervention, leur rôle est de communiquer et d'expliquer le plus rapidement possible les décisions et les recommandations de la table d'expertise au commandement local.

→ Tous les organismes qui participent au travail de concertation conservent leur autonomie légale et sont assurés d'avoir toute la latitude nécessaire leur permettant de maintenir les liens indispensables avec leurs gestionnaires respectifs.

Chaque scientifique ou spécialiste faisant partie de la table d'expertise scientifique doit avoir le pouvoir délégué de représentation de son organisation et est habilité et autorisé à donner des avis scientifiques et techniques au nom de son organisation.

Enfin, les membres de la table d'expertise décident ensemble de la fréquence de leurs réunions, et, le moment venu, de sa démobilisation.

include avoided costs of remediation to the environment including quality of air, water soil and protection of biodiversity as a result of a quick response time. The recovery rate will also be faster as contracts for clean-up will be set up in advance. Faster recovery implies a shorter disruption in products delivery and less lost workdays.

Another benefit is the Canadian public's heightened sense of awareness that appropriate safety measures have been put in place. Since effective preparedness and emergency response call for co-operation between industries, local communities, local organizations and the different levels of government, these Regulations encourage dialogue between stakeholders and the creation of co-operative relationships formed before emergencies actually occur.

Many of the negative impacts of environmental emergencies in small-and-medium-sized facilities are a result of lack of prevention and preparedness measures. With prevention, preparedness, response and recovery measures in place as a result of the Regulations, negative impacts and the likelihood of environmental emergency events will be minimized. An important factor brought forth by the regulations is the expected heightened confidence that the public will feel due to the Government of Canada's efforts in this area, especially those individuals who live near significant quantities of the particular substances listed in the regulations.

Environment Canada has developed a Web-based reporting system (www.cepae2.ec.gc.ca) whereby the facilities that are subject to the regulations can easily file the required notices, and the public can access information and tools pertaining to relevant legislation and environmental emergency planning. Consequently, the scope of threat and the location of critical facilities will be identified and law enforcement officers and first responders will have access to this information.

Costs

Cost of Compliance

The cost of compliance is largely related to the time and human resources required to prepare or amend, test and implement an environmental emergency plan and to report the required information. Due to the diversity of the operations of facilities subject to the regulations and to the nature of environmental emergency planning (e.g., an environmental emergency plan is site specific) it is difficult to estimate the cost of compliance. Consequently, a qualitative analysis of costs will be presented in this section. However, it is expected that the overall compliance costs for affected facilities will be moderate.

The number of facilities in Canada that will be required to take action under the regulations is estimated to be 1,500, i.e., one-tenth of the 15,000 facilities in the U.S. that are currently subject to similar requirements under the *Risk Management Planning Regulation*, which was implemented under the *U.S. Clean Air Act*, July 1990. However, many of the targeted facilities in Canada are part of the chemical industry. Members of the Canadian Chemical Producers' Association (CCPA) represent approximately 90% of the operational capacity in this industry. As

règlement ainsi que de coûts évités d'assainissement de l'environnement, y compris de l'air, de l'eau et du sol, et de protection de la biodiversité résultant d'un délai d'intervention rapide. Le taux de rétablissement se fera aussi plus rapidement parce que des personnes responsables du nettoyage seront désignées à l'avance. En effet, si le rétablissement est plus rapide, il s'ensuivra une plus courte perturbation de la livraison des produits et moins de journées de travail perdues.

Le fait que le public canadien soit plus conscient que des mesures de sécurité convenables ont été mises en place constitue un autre avantage. Puisque l'efficacité de la préparation et de l'intervention d'urgence dépend de la coopération entre les industries, les collectivités locales, les organisations locales et les différents niveaux de gouvernement, le règlement encourage le dialogue entre les intervenants et la création de relations de coopération avant que les urgences surviennent.

Un grand nombre des conséquences négatives des urgences environnementales dans les petites et les moyennes installations sont dues à un manque de mesures de prévention et de préparation. En raison des mesures de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement prises en vertu du règlement, les conséquences négatives et la probabilité des urgences environnementales seront réduites au minimum. L'un des importants avantages du règlement est la confiance accrue que le public aura probablement en raison des efforts déployés par le Gouvernement du Canada dans ce domaine; ce sera particulièrement le cas des personnes qui vivent à proximité d'importantes quantités de substances mentionnées dans le règlement.

Environnement Canada a mis au point un système de production de rapports sur le Web (www.cepae2.ec.gc.ca) au moyen duquel les installations assujetties au règlement peuvent facilement envoyer les avis nécessaires et le public peut obtenir des renseignements et des outils se rapportant aux lois applicables et aux plans d'urgence environnementale. Par conséquent, l'ampleur de la menace et l'emplacement des installations de première importance seront précisés, et les agents d'exécution de la Loi ainsi que les premiers intervenants auront accès à cette information.

Coûts

Coût de l'observation du règlement

SITE WEB

Le coût de l'observation du règlement est largement lié au temps et aux ressources humaines nécessaires pour élaborer ou modifier, mettre à l'essai et exécuter un plan d'urgence environnementale et pour communiquer les renseignements exigés. En raison de la diversité des opérations des installations assujetties au règlement et de la nature des plans d'urgence environnementale (p. ex., un plan de ce genre est spécifique au site), il est difficile de calculer le coût de l'observation du règlement pour ces installations. Par conséquent, une analyse qualitative des coûts est ici présentée. Toutefois, il est probable que les coûts totaux de l'observation du règlement pour de telles installations visées seront modérés.

Le nombre d'installations canadiennes qui devront entreprendre des actions en vertu du règlement est estimé à 1 500, soit le dixième des 15 000 installations américaines actuellement assujetties à des exigences semblables en vertu du *Risk Management Planning Regulation* pris en vertu de l'*U.S. Clean Air Act* en juillet 1990. Toutefois, bon nombre des installations canadiennes visées font partie de l'industrie chimique. Les membres de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques (ACFPC) représentent environ 90 p. 100 de la capacité

(WWW.CEPAE2.EC.GC.CA)

Les urgences environnementales

Prévention
Préparation
Intervention
Prévention
Préparation
Formation



1 866 283-2333



Environnement
Canada
Région du Québec

Environment
Canada
Quebec region

MANDAT D'ENVIRONNEMENT CANADA

- ✓ Élaborer un programme d'intervention d'urgence environnementale à l'échelle gouvernementale.
- ✓ Coordonner les efforts d'intervention du fédéral lors d'urgences environnementales.
- ✓ Donner des conseils techniques et scientifiques pour la prévention des situations d'urgence, pour leur préparation et pour l'intervention.
- ✓ Évaluer et faire l'essai de nouveaux instruments techniques d'intervention.



PRÉVENTION ET PRÉPARATION

Les activités des urgences environnementales s'orientent autour de la préparation des mesures d'urgence dans une optique de prévention qui se traduit comme suit :

- ✓ planification des mesures d'urgence;
- ✓ acquisition de connaissances sur le terrain;
- ✓ formation des officiers;
- ✓ participation à des exercices avec la communauté;
- ✓ mise au point des équipements d'intervention et des différents outils d'information;
- ✓ coordination de l'intervention avec les différents partenaires.



INTERVENTION

- ✓ Prévenir, préparer et intervenir.
- ✓ Répondre efficacement en cas de déversements.
- ✓ Coordonner les opérations d'intervention du ministère dont celles du Service météorologique du Canada, du Centre Saint-Laurent, du Service canadien de la faune et de la Direction de la protection de l'environnement.
- ✓ Fournir des conseils sur les incidences environnementales, les contaminants et la dépollution.
- ✓ Coordonner les opérations d'intervention environnementales dans le cadre des responsabilités fédérales.
- ✓ Fournir de l'information sur la sensibilité des écosystèmes, la vulnérabilité de la faune et de la flore, l'hydrologie et la toxicité.
- ✓ Utiliser les appareils de détection et d'analyse pour déterminer la concentration des contaminants.
- ✓ Informer le public et les médias;
- ✓ Maintenir une capacité d'intervention en tout temps.

FORMATION

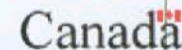
Formation pour :

- ✓ la communauté d'intervention;
- ✓ l'intervention avec matières dangereuses, l'équipement d'intervention et les produits de récupération;
- ✓ les réserves autochtones du Québec : premières mesures d'urgence lors de déversements d'hydrocarbures;
- ✓ la gestion des risques à l'intention de l'industrie et des municipalités;
- ✓ premières mesures d'urgence lors de déversements accidentels de polluants dans l'environnement;
- ✓ technique d'évaluation et de restauration des rives (TERR).

Pour toute autre information
Environnement Canada – Région du Québec
Direction de la protection de l'environnement
105, rue McGill, 4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2E7
Site Web: <http://www.ec.gc.ca>

© Ministre des Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada – 2003
ISBN: 0-662-67397-2
No de catalogue: En154-13/2003

Also available in English

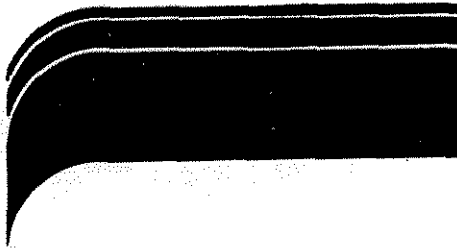


EN 1979 AU QUÉBEC ONG GAZODUC

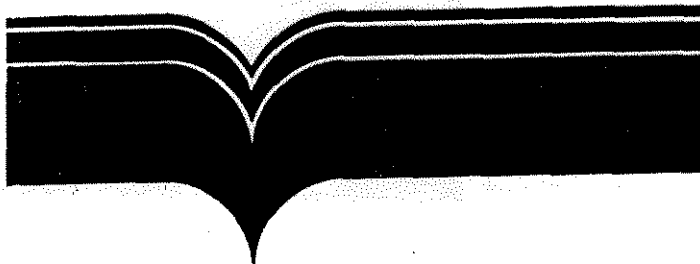
1

ANNEXE F

Ministère de l'Environnement
Bureau d'audiences publiques
sur l'environnement



RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LES PROJETS DE GAZODUC QUÉBEC ATLANTIQUE



VOLUME A

RAPPORT D'ENQUÊTE
sur les projets de gazoduc
Québec-Atlantique

VOLUME A - le rapport

Novembre 1979

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement,
2360, Chemin Sainte-Foy 5199 est, Sherbrooke, porte 2882
Sainte-Foy, Qué. Montréal, Qué.
G1V 4H2 H1T 3X1

NOTE: Il est important de noter que ces critères ne sont pas classés par ordre d'importance.

Principaux critères environnementaux

A-71

Annexe F

Les principaux critères environnementaux utilisés par le groupe technique lors de la révision des projets de la Québec & Maritimes Pipe Lines Limited et de la Trans-Canada Pipe Lines Limited sont :

- utilisation des corridors existants en vue de créer des corridors multifonctionnels.
- - éviter les zones urbaines et de futurs développements,
- - éviter les sources d'eau potable,
- - éviter de passer trop près des nappes et cours d'eau (approximativement 300 pieds des rivières et 1,000 pieds des lacs),
- éviter les ravages d'ornithes et de chevreuils et les sites de confinement,
- - éviter les frayères et les sites potentiels de fraie,
- - éviter les aires de nidification, d'alimentation et de repos pour la sauvagine,
- - éviter des corridors de migration de la faune,
- - protection intégrale des espèces menacées,
- tenir compte des périodes de reproduction de la faune terrestre, aquatique et avienne pour fixer les périodes de construction,
- - éviter les parcs de récréation, campings, zones touristiques et de sport, haltes routières, centres de plein air et autres sites gouvernementaux,
- éviter les plantations, vergers, érabières, cultures spéciales,
- passer le plus possible sur les lignes de propriétés de terrains,
- - éviter les sites archéologiques:
- . axes de développement et de peuplement,
- . les anciennes terrasses marines de la Mer Champlain,
- . les terrasses sablonneuses à proximité du St-Laurent,
- . les embouchures des rivières,
- . les havres naturels protégés,
- . les confluenta de rivières,
- - éviter tout ce qui concerne le patrimoine immobilier, plus particulièrement:
- . les sites ayant quelque intérêt du point de vue légendaire, historique ou naturel,
- . les ensembles architecturaux traditionnels, aussi bien ruraux (hameau, village, hameau...) qu'urbains (quartier, bourg, etc...),
- . les éléments plus ponctuels, qu'il s'agisse autant de monuments prestigieux (personnage, événement, style, etc...) que de phénomènes essentiellement naturels (formation géomorphologique, entre autres).

RE: 1981
RAPPORT
BAPE

P.38
2^e COLONNE
AVANT-DERNIER ET
DERNIER PARAGRAPHE.

... le nuage de vapeur, s'il ne s'enflamme pas auparavant, pourra s'étendre jusqu'à 8 km du lieu du déversement avant qu'il ne soit dispersé au point où il n'y a plus de risque d'inflammabilité. Environnement Canada a cependant indiqué:

Les modèles mathématiques de dispersion, tels que ceux utilisés par le requérant, ont une précision limitée. Plusieurs études de validation montrent qu'il existe en général un facteur deux entre les valeurs prévues et celles observées, c'est-à-dire que les valeurs

Gaston Héveaux
GASTON HÉVEAUX
RECHERCHE/INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE

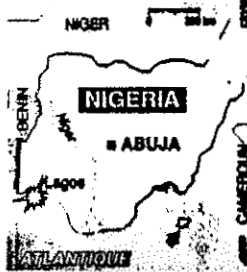
observées peuvent être le double ou la moitié des valeurs calculées. Par exemple, un facteur de sécurité de deux prolongerait le rayon de danger estimé par le requérant jusqu'à Rivière-du-Loup (Mémoire d'Environnement Canada, p. 8).

Sabotages courants

NIGERIA (AFP) — Les explosions d'oléoducs surviennent assez régulièrement au Nigeria, souvent en raison de sabotages des installations par des trafiquants ou des habitants pour voler du carburant. Des centaines de personnes ont été tuées dans des accidents de ce genre, ces dernières années. Le bilan le plus terrible de ces accidents a été enregistré en octobre 1994, quand plus de un millier de personnes avaient été tuées dans l'explosion d'une valve d'un oléoduc à Atiworu, près de Warri (sud), après que des habitants l'eurent ouverte pour en extraire du carburant.

Explosion d'un oléoduc

Au moins 180 morts



6^e exportateur mondial

(AFP) — Lagos, capitale économique du Nigeria, est la ville la plus peuplée d'Afrique avec environ 16 millions d'habitants dans un pays qui en compte 130 millions. Le Nigeria est le premier producteur de pétrole brut d'Afrique et le sixième exportateur mondial avec 2,6 millions de barils/jour en moyenne. Mais le pays souffre d'un manque chronique de capacités de raffinage et, en dépit de la manne pétrolière, une part importante de la population vit dans la pauvreté.

LE MONDE

NIGERIA

200 personnes brûlées vives



Un secouriste se rafraîchit après avoir participé à la récupération de dizaines de corps calcinés.

Photo AP

ILADO BEACH, NIGERIA (AFP) — Entre 150 et 200 personnes sont mortes brûlées vives, hier matin, dans l'explosion d'un oléoduc à Ilado Beach, village côtier de l'agglomération de Lagos, catastrophe apparemment accidentelle provoquée par des trafiquants de pétrole.

de diamètre, dont une partie avait été délogée du sable qui l'entoure normalement.

L'explosion a eu lieu sur une langue de terre sabieuse bordée de plages, entre l'océan Atlantique et la lagune qui baigne Lagos, heureusement située à l'écart du village d'Ilado Beach.

Des corps carbonisés étaient visibles sur environ 100 mètres le long de la plage. Les plus proches de l'oléoduc étaient quasiment réduits à l'état de cendres.

Le journaliste de l'AFP a vu des corps figés, statufiés par la chaleur alors qu'ils tentaient de fuir, et dans l'eau, les restes carbonisés de un ou deux petits bateaux avec des corps flottant alentour.

Il semble, pour les corps à peu près entiers, que la plupart des victimes soient des hommes.

Le secrétaire général de la Croix-Rouge du Nigeria, Abiodun Orebiyi, avait, plus tôt dans la matinée, avancé un bilan de plus de cent morts, soulignant que les équipes de sauveteurs n'avaient retrouvé aucun blessé.

« Nous sommes arrivés sur les lieux à 11 h (10 h TU) et nous avons dénombré plus de 100 morts, mais il y en a sûrement plus dans la lagune », a expliqué à l'AFP Ige Oladimeji,

responsable de l'équipe de la Croix-Rouge nigériane sur place.

Des agents de la Croix-Rouge et de la sécurité civile nigériane fouillaient les fourrés, en partie brûlés par la chaleur, pour s'assurer qu'il n'y avait pas de survivants.

Dans la matinée de vendredi, une grande colonne de fumée noire était visible depuis le centre de Lagos, dans la direction du port d'Apapa, proche du lieu de l'accident et site de nombreuses installations pétrolières.



Photo AP

Cet homme très gravement brûlé se traîne au sol pour s'éloigner du lieu de l'explosion.

▲ ESSAYEZ UN SEUL INSTANT D'IMAGINER QUE VOUS ÊTES CETTE VICTIME À QUI ON A PROMIS DE L'ARGENT QUE VOUS N'AUREZ JAMAIS DANS VOS POKES! PUISQUE L'AVENIR S'ANNONCE MAL POUR VOUS, CHANGEZ DE SCÉNARIO! UN BÂTEAU DE CROISIÈRE VIENT D'AMARRER DANS LE PORT DE GROS CACOUNA, LES TOURISTES REMPLISSENT VOS AUBERGES, VOS CENTRES DE SANTÉ, VOUS AVEZ PLUS D'EMPLOIS QUE VOUS AVEZ IMAGINÉ; LA RESTAURATION, LES COMMERCES, LES ACTIVITÉS DE PLEIN AIR, TOUT SE DÉVELOPPE SI VITE, DES CHIFFRES D'AFFAIRE FARAMINEUX! VOUS AVEZ ENCORE LE DROIT DE RÉVER À L'AVENIR OU DE CHOISIR DE VIVRE DANS L'ANGOISE JOUR APRÈS JOUR!!!!